

## **2 F PATRIMOINE**

Société civile au capital de 23 220 euros

Siège social : 2 allée du Champs Aux Geais, 86240 FONTAINE LE COMTE

En cours d'immatriculation au RCS de POITIERS et au RNE

## **STATUTS**

**LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Matthieu**, Nicolas, Romain **FONTAINE**,  
Né le 4 juin 1982 à BOURGES (Cher),  
De nationalité française et ayant la qualité de « résident » en France,

Et

**Madame Aline**, Laurence, Josette **GROUSSET épouse FONTAINE**,  
Née le 15 décembre 1978 à CHATEAUDUN (Eure-et-Loir),  
De nationalité française et ayant la qualité de « résidente » en France,

Demeurant ensemble 2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE,

Mariés sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, célébrée à la mairie de BOURGES (Cher) le 23 juin 2012,  
Lequel régime matrimonial n'a pas subi de modification légale ou conventionnelle à ce jour.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile qu'ils sont convenus de constituer entre eux et avec toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

## **TITRE PREMIER. - FORME, OBJET, DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE**

### **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé par les présentes entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil, du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 et par toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille matière ainsi que par les présents statuts.

### **ARTICLE 2 - OBJET**

La Société a pour objet :

- l'acquisition, la souscription, la gestion d'un portefeuille de participation et de valeurs mobilières, tous droits y afférents ainsi que leur revente éventuelle, dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, civiles, financières ou autres ;
- la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés liées ;
- la fourniture de prestations administratives, stratégiques, juridiques, comptables, financières ou de gestion d'entreprises auprès des filiales dont la société est associée ou actionnaire et d'une façon plus générale le développement des activités du groupe ;
- l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises ;
- l'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, et la vente de tous biens et droits meubles ou immeubles, bâtis ou non bâtis, urbains ou ruraux ainsi que tous biens immobiliers quelconques ;
- la construction sur ses terres d'immeubles,
- l'administration, l'entretien, l'exploitation par bail, location ou autrement desdits biens, soit en bloc, soit par fractions,
- la réalisation de tous travaux d'améliorations et de toutes nouvelles installations conformément à la destination desdits biens,
- la prise à bail et la sous-location de locaux,

- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

### **ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE**

La Société a pour dénomination sociale : **2 F PATRIMOINE.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit, si elle ne les contient pas, être précédée ou suivie immédiatement des mots "société civile " suivis de l'indication du capital social, en vertu des dispositions de l'article 32 du décret du 3 juillet 1978 précité.

La Société indiquera sur ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires ainsi que sur toutes correspondances et tous récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, son numéro d'identification accompagné de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée, conformément aux dispositions de l'article R. 123-237 du Code de commerce.

## ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **2 allée du Champs Aux Geais, 86240 FONTAINE LE COMTE (Vienne).**

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance, et partout ailleurs par décision collective extraordinaire.

## ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## TITRE II. - APPORTS, CAPITAL SOCIAL, MODIFICATIONS DU CAPITAL

### ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Le capital social est constitué par les apports suivants :

#### Apports en numéraire

Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE, apporte en numéraire, la somme de **deux cent vingt (220) euros.**

Laquelle somme de deux cent vingt (220) euros a été déposée entre les mains de Monsieur Matthieu FONTAINE, désigné comme co-gérant de la Société, ainsi que celui-ci le reconnaît, pour être versée dans la caisse sociale.

#### Apports en nature

Monsieur Matthieu FONTAINE apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après, 100 % des parts sociales qu'il détient dans la société MAREDSOUS.

En rémunération de cet apport, évalué aux termes d'un traité d'apport en date de ce même jour, ci-annexé, (Annexe 2) à **vingt-trois mille (23 000) euros** il est attribué à Monsieur Matthieu FONTAINE deux mille trois cents (2 300) parts sociales d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune intégralement libérées.

#### Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à deux cent vingt euros,	
Ci .....	220,00 euros
Les apports en nature s'élèvent à vingt-trois mille euros,	
Ci .....	23 000,00 euros
	-----
<b>Le montant total des apports</b>	
<b>s'élève à vingt-trois mille deux cent vingt euros.....</b>	<b>23 220,00 euros</b>

Dispositions pour les apporteurs mariés sous le régime de la communauté des biens.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE, conjointe commune en biens de Monsieur Matthieu FONTAINE, apporteur de biens en nature provenant de la communauté, soussignée et Monsieur Matthieu FONTAINE, conjoint commun en biens de Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE, apporteuse de deniers provenant de la communauté, soussignée, interviennent aux présentes et reconnaissent avoir été régulièrement avertis et avoir reçu une information complète sur ces apports.

Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE et Monsieur Matthieu FONTAINE déclarent ne pas vouloir devenir associés à ce jour mais se réserver le droit de notifier à la Société leur intention de se voir reconnaître la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites par leur conjoint dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, étant précisé que les droits patrimoniaux sur lesdites parts resteront, en tout état de cause, communs.

En application de l'article 1424 du Code civil, Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE déclare consentir expressément à l'apport en nature effectué par son conjoint et Monsieur Matthieu FONTAINE déclare consentir expressément à l'apport en numéraire effectué par sa conjointe.

**ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **vingt-trois mille deux cent vingt (23 220) euros**.

Il est divisé en **deux mille trois cent vingt-deux (2 322) parts de dix (10) euros chacune**, lesquelles sont attribuées et réparties comme suit :

**Monsieur Matthieu FONTAINE**, deux mille trois cents parts sociales en pleine propriété,  
Numérotées de 1 à 2 300,  
Ci .....2 300 parts

**Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE**, vingt-deux parts sociales en pleine propriété,  
Numérotées de 2 301 à 2 322,  
Ci .....22 parts  
-----

**Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social : .....2 322 parts**

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les deux mille trois cent vingt-deux (2 322) parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés, et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

1. Le capital social peut, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par l'élévation du montant nominal des parts existantes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

2. Il peut également être réduit, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non la même valeur nominale.

## **TITRE III. - PARTS SOCIALES, DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS**

### **ARTICLE 9 - REPRÉSENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Une copie, certifiée conforme par le gérant, de ces documents sera délivrée à tout associé qui en fera la demande.

### **ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES**

#### **1 - Droits aux bénéfices, obligations aux pertes**

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la Société.

#### **2 - Droit de communication et d'intervention dans la vie sociale**

Outre le droit d'information annuel à l'occasion de l'approbation des comptes visé ci-après, les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et documents sociaux.

L'associé pourra prendre lui-même, au siège social, communication de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la Société ou reçu par elle, conformément aux dispositions de l'article 48 du décret 78-704 du 3 juillet 1978.

Chaque associé peut poser toutes questions écrites concernant la gestion de la Société, au gérant de celle-ci qui devra répondre dans le délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 1855 du Code civil.

Tout associé peut participer aux décisions collectives et y voter, dans les conditions relatées ci-après.

### 3 - Transmission des droits et obligations des associés

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

### **ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une part est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, pour les autres décisions, le nu-proprétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

### **ARTICLE 12 - COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur remboursement, la fixation des intérêts sont fixés par accord entre la gérance et les intéressés.

## TITRE IV. - CESSION, TRANSMISSION, RETRAIT ET NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

### ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

#### 1 - Cession entre vifs

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous signature privée.

Elle ne devient opposable à la Société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Elle est également rendue opposable à la Société par voie d'inscription sur le registre des transferts tenu par la Société. Ce registre est constitué par la réunion, dans l'ordre chronologique de leur établissement, de feuillets identiques utilisés sur une seule face. Chacun de ces feuillets est réservé à un titulaire de parts sociales à raison de sa propriété ou à plusieurs titulaires à raison de leur copropriété, de leur nue-propriété ou de leur usufruit sur ces parts.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication au Registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la Société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous signature privée ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant, en application des dispositions de l'article 1861 du Code civil.

Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné dans les conditions ci-dessous, et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant.

L'agrément des associés est donné dans la forme et les conditions d'une décision collective extraordinaire.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés, accompagné de la demande d'agrément, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'assemblée statue dans trente (30) jours suivant la notification à la Société du projet de cession et sa décision est notifiée aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans trente (30) jours.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers agréé à l'unanimité des associés. La Société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La gérance a pour mission de collecter les offres individuelles d'achat émanant des associés, puis, s'il y a lieu, de susciter l'offre de tiers ou de la Société.

La gérance notifie au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nom de ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé à dire d'expert dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la dernière des notifications qu'il a faites à la Société et aux associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

## 2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## 3 - Transmissions des parts sociales autres que les cessions

### 3-1. Décès d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais les héritiers ou légataires devront solliciter l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

### 3-2. Donation - Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé

La transmission des parts sociales par voie de donation est soumise aux mêmes conditions d'agrément que les cessions susvisées.

Il en est de même de toute mutation de propriété qui serait l'effet d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

### 3-3. Autres transmissions entre vifs

Les échanges de parts sociales, apports, attributions issues notamment d'un partage ou toute opération ayant pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts de la société sont soumis aux mêmes conditions et modalités d'agrément que les cessions sus-relatées.

## **ARTICLE 14 - RETRAIT D'UN ASSOCIÉ**

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société après autorisation donnée par la collectivité des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. Ce retrait peut être autorisé pour juste motif par une décision de justice.

La demande de retrait est notifiée à la Société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Si le bien qu'il a apporté et dont les parts concernées ont constitué la rémunération, se trouve encore en nature dans l'actif social lors du retrait, l'associé peut se le faire attribuer, à charge de soulte, s'il y a lieu, conformément au troisième alinéa de l'article 1844-9 du Code civil.

## **ARTICLE 15 - NANTISSEMENT**

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues pour le gage de meubles corporels conformément aux dispositions des articles 1866, 2355, 2334 à 2350 du Code civil.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la Société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détiennent antérieurement. Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.

La notification prévue au troisième alinéa ainsi que le quatrième alinéa qui précèdent ne sont pas applicables au nantissement réalisé en vertu d'un pacte commissaire convenu dans les conditions de l'article 2348 du Code civil.

## **TITRE V. - GÉRANCE - DÉCISIONS COLLECTIVES - COMPTES SOCIAUX**

### **ARTICLE 16 - GÉRANCE**

1 - La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associées ou non, désignées pour une durée déterminée ou non par décision collective ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social.

**Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE et Monsieur Matthieu FONTAINE, demeurant ensemble 2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE sont nommés premiers gérants de la société pour une durée illimitée.**

Leur rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

**Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE et Monsieur Matthieu FONTAINE** déclarent qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ces mandats.

2 - Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci aux autres gérants ou, à défaut d'autre gérant, à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, trois (3) mois au moins à l'avance.

La démission n'est recevable en tout état de cause, si le gérant est unique, qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

Les associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts. La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime.

Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages et intérêts.

Si, pour quelque cause que ce soit, la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut réunir les associés ou, à défaut, demander au président du tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de le faire, à seule fin de nommer un ou plusieurs gérants.

La nomination et la cessation des fonctions du gérant donnent lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

3 - Dans les rapports entre les associés, la gérance peut faire tous actes de gestion que demande l'intérêt de la Société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut consentir hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société en vertu des pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établies sous signatures privées, alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature du ou des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux, précédée de la mention "Pour la société 2 F PATRIMOINE", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant", "Un gérant" ou "Les gérants".

4 - Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

5 - Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

## **ARTICLE 17 - DÉCISIONS COLLECTIVES**

### **1 - Nature - Majorité**

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

a) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature ou encore celles qui exigent d'être prises à une condition de majorité autre que celle visée ci-dessous.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider notamment :

- l'augmentation ou la réduction du capital social ;
- la prorogation de la Société ;
- sa dissolution ;
- sa transformation en société de toute autre forme.

Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus des trois quarts du capital social.

b) Sont de nature ordinaire toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :

- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société au cours de l'année civile écoulée (ou : de l'exercice écoulé) comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues ;
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.

Les décisions de nature ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

## 2 - Modalités

Les décisions collectives des associés s'expriment, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous signature privée, soit en assemblée. Elles peuvent aussi résulter d'une consultation par écrit, y compris par voie électronique.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont convoquées par le gérant.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée par lettre recommandée. La lettre contient indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Dès la convocation, le texte du projet de résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée ou par un moyen de télécommunication autorisé par les lois et règlements en vigueur, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre ou par un moyen de télécommunication autorisé suivant les conditions ci-dessus et permettant l'identification du votant. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition de compte, la communication desdites pièces et documents a lieu dans les conditions relatives à l'article ci-après.

Un associé non-gérant peut à tout moment, par lettre recommandée ou par un moyen de télécommunication autorisé par les lois et règlements, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la convocation des associés ou à leur consultation par écrit, y compris par voie électronique. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration d'un délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.

La délibération ne peut porter sur aucun autre objet que ceux visés dans l'ordre du jour.

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Elle est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors des associés.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant et, le cas échéant, par le président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

Les procès-verbaux peuvent être établis sous forme électronique ; dans ce cas, ils sont signés au moyen d'une signature électronique qui respecte au moins les exigences relatives à une signature électronique avancée prévues par l'article 26 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur. Les procès-verbaux sont datés de façon électronique par un moyen d'horodatage offrant toute garantie de preuve.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le gérant unique, ou s'ils sont plusieurs par l'un d'entre eux.

La détermination, même à l'égard des tiers, des membres de l'assemblée, peut résulter de la simple indication de leur nom au procès-verbal.

## **ARTICLE 18 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

La gérance, ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, doit présenter à l'Assemblée Générale Annuelle un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants.

Ce rapport doit également mentionner les conventions passées entre la Société et une autre personne morale dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un directeur général délégué, un membre du directoire ou du conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % est simultanément administrateur ou assure un rôle de mandataire social de ladite personne morale.

L'Assemblée Générale Annuelle statue sur ce rapport dont le contenu doit être conforme aux dispositions réglementaires.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

### **ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer par décision ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission du mandat, de retrait de la liste ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes exerceront leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1<sup>er</sup> janvier** et finit le **31 décembre**.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2025.

Les écritures de la Société sont tenues selon les normes du plan comptable national ainsi que, s'il en existe, du plan comptable particulier à l'activité définie dans l'objet social.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire contenant l'indication des divers éléments de l'actif et du passif de la Société, un bilan et un compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, une annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Au moins une fois par an, le gérant rend compte de sa gestion aux associés et leur présente un rapport sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Ces mêmes documents sont pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

#### **ARTICLE 21 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS**

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris les éventuels amortissements et provisions nécessaires.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Il est inscrit à leur crédit dans les livres sociaux, ou versé effectivement à la date fixée, soit par les associés, soit, à défaut, par la gérance.

Toutefois, les associés peuvent décider qu'une partie ou la totalité du bénéfice sera reportée à nouveau ou affectée à toutes réserves générales ou spéciales qu'ils auront créées.

Les pertes, s'il en existe, sont, sauf décision contraire de l'assemblée générale, supportées par chaque associé à proportion de ses droits dans le capital.

#### **TITRE VI. - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

##### **ARTICLE 22 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La décision de transformation de la Société en une société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, ou en GIE sera prise à l'unanimité des associés réunis en assemblée.

La transformation de la Société soit en société civile d'un type particulier, soit en société à responsabilité limitée ou en société anonyme sera prononcée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires.

La transformation de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

##### **ARTICLE 23 - DISSOLUTION**

1 - La Société prend fin à l'expiration du terme fixé par les statuts ou pour toute autre cause prévue par l'article 1844-7 du Code civil, et notamment par la dissolution anticipée décidée par les associés à la majorité prévue pour les modifications statutaires.

Dans le cas où la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la Société.

Un an au moins avant l'expiration de la Société, les associés, statuant en assemblée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires, doivent être consultés à l'effet de décider de la prorogation de la Société.

2 - La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

La dissolution, de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

#### **ARTICLE 24 - LIQUIDATION**

La dissolution de la Société entraîne sa liquidation. La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la Société suivie de la mention "société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, doit figurer sur tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La collectivité des associés nomme un liquidateur, qui peut être le gérant, à la majorité simple des voix ; elle fixe ses pouvoirs et sa rémunération.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus, et notamment celui de pouvoir réaliser l'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toutes conditions de prix et de règlement jugées opportunes, afin de parvenir à l'entière liquidation de la Société. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à faire entreprendre de nouvelles activités par la Société, pour les besoins de la liquidation. Il reçoit tous règlements, donne valable quittance, paie les dettes sociales, consent tous arrangements, compromis, transactions et, plus généralement, fait tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation.

Le liquidateur rend compte, une fois par an, de l'accomplissement de sa mission aux associés réunis en assemblée. La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation, ou si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

## TITRE VII. - DIVERS

### ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

### ARTICLE 26 - OPTION POUR L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Conformément aux dispositions de l'article 206, 3 du Code général des impôts, les associés déclarent opter pour l'impôt sur les sociétés.

Ils sont avertis que cette option devra être notifiée au service des impôts au plus tard avant la fin du troisième mois du premier exercice social, la notification pouvant être réalisée lors de l'immatriculation de la Société auprès du guichet unique électronique des formalités d'entreprises.

Ils ont également été informés des dispositions de l'alinéa 3 du 1 de l'article 239 du Code général des impôts aux termes desquelles la Société qui désire renoncer à son option pour le régime des sociétés de capitaux notifie son choix à l'administration avant la fin du mois précédant la date limite de versement du premier acompte d'impôt sur les sociétés de l'exercice au titre duquel s'applique la renonciation à l'option. En cas de renonciation à l'option, la Société ne peut plus opter à nouveau pour le régime des sociétés de capitaux. En l'absence de renonciation avant la fin du mois précédant la date limite de versement du premier acompte d'impôt sur les sociétés du cinquième exercice suivant celui au titre duquel l'option a été exercée, l'option devient irrévocable.

Il est en outre précisé que les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de recourir aux téléprocédures fiscales, et ce quel que soit leur chiffre d'affaires.

**ARTICLE 27 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTÉRIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET À L'IMMATRICULATION DE LA SOCIÉTÉ - PUBLICITÉ - POUVOIRS**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE et Monsieur Matthieu FONTAINE demeurant ensemble 2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- contracter au nom de la société un emprunt auprès de tout établissement bancaire aux conditions qu'il jugera convenables et à cet effet, signer tous actes, percevoir toutes sommes, accorder les garanties sollicitées par le prêteur et généralement faire le nécessaire,
- ouvrir tous comptes bancaires ou postaux,
- négocier et obtenir toutes avances en compte courant nécessaires pour le démarrage de la société,
- acquérir tout matériel nécessaire au fonctionnement de la société, matériel de bureau, mobilier et autres ; négocier et obtenir tous financements nécessaires à ce sujet,
- souscrire toutes assurances, engager le personnel et faire en général le nécessaire pour un bon démarrage de la société.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Les actes accomplis pour le compte de la Société pendant la période de formation et régulièrement repris par celle-ci seront rattachés au premier exercice social.

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE et Monsieur Matthieu FONTAINE et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

## **ARTICLE 28 - SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Les présents statuts sont signés au moyen d'un procédé de signature électronique mis en œuvre par un prestataire tiers (ci-après le « Prestataire ») et ce conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code civil.

Les soussignés reconnaissent à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature des présents statuts par le Prestataire.

Les soussignés reconnaissent et acceptent que la signature des présentes par le biais de la plateforme du Prestataire est réalisée en toute connaissance de la technologie mise en œuvre, de ses conditions d'utilisation et du droit applicable à la signature électronique, et, en conséquence, renonce irrévocablement et inconditionnellement à exercer tout recours ou action en justice, directement ou indirectement, résultant de la fiabilité dudit processus de signature électronique et/ou de la preuve de son intention de signer les présents statuts à cet égard.

**Monsieur Matthieu FONTAINE**  
**Bon pour acceptation des fonctions de gérant**

Signé par Mathieu FONTAINE  
Le 26/03/25

ID: tx\_M7dQ0lAYb89w

Signed with

**Universign**

**Madame Aline GROUSSET, épouse FONTAINE**  
**Bon pour acceptation des fonctions de gérante**

Signé par Aline FONTAINE  
Le 26/03/25

ID: tx\_M7dQ0lAYb89w

Signed with

**Universign**

**ANNEXE 1 :**

**ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE**  
**DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION**  
**AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

.....  
.....  
.....

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret 78-704 du 3 juillet 1978, le présent état a été établi préalablement à la signature des statuts et sera annexé auxdits statuts. La signature des statuts emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

**ANNEXE 2 :**

**TRAITÉ D'APPORT EN NATURE DE TITRES**  
**DE LA SOCIÉTÉ MAREDSOUS À LA SOCIÉTÉ 2 F PATRIMOINE**

**TRAITÉ D'APPORT EN NATURE DE TITRES**  
**DE LA SOCIÉTÉ MAREDSOUS À LA SOCIÉTÉ 2 F PATRIMOINE**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Monsieur Matthieu, Nicolas, Romain FONTAINE,**  
Né le 4 juin 1982 à BOURGES (Cher),  
De nationalité française et ayant la qualité de « résident » en France,  
Demeurant 2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE,  
Marié avec Madame Aline GROUSSET épouse FONTAINE, née le 15 décembre 1978 à  
CHATEAUDUN (Eure-et-Loir), de nationalité française, sous le régime de la communauté  
légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de  
BOURGES le 23 juin 2012,  
Lequel régime matrimonial n'a pas subi de modification légale ou conventionnelle à ce jour.

Ci-après dénommé "*l'apporteur*",  
**D'une part,**

ET

**La société 2 F PATRIMOINE,**  
Société civile en formation au capital de 23 220 euros,  
Ayant son siège social situé 2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE,  
Et représentée par Monsieur Matthieu FONTAINE et Madame Aline GROUSSET épouse  
FONTAINE, agissant en qualité de fondateurs de ladite société.

Ci-après dénommée "*la société bénéficiaire*",  
**D'autre part,**

*Ci-après éventuellement désignés ensemble les « Parties » ou individuellement une « Partie ».*

**PREALABLEMENT** au traité d'apport en nature objet des présentes formant un complément indissociable aux statuts de la société **2 F PATRIMOINE**, il a été exposé ce qui suit :

### **EXPOSÉ**

I - Il a été décidé la constitution sous la forme d'une société civile, d'une société de portefeuille titres régie par les règlements pris pour son application.

Elle aura pour objet notamment, et non exclusivement :

- l'acquisition, la souscription, la gestion d'un portefeuille de participation et de valeurs mobilières, tous droits y afférents ainsi que leur revente éventuelle, dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, civiles, financières ou autres ;
- la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés liées ;
- la fourniture de prestations administratives, stratégiques, juridiques, comptables, financières ou de gestion d'entreprises auprès des filiales dont la société est associée ou actionnaire et d'une façon plus générale le développement des activités du groupe ;
- l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises ;
- l'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, et la vente de tous biens et droits meubles ou immeubles, bâtis ou non bâtis, urbains ou ruraux ainsi que tous biens immobiliers quelconques ;
- la construction sur ses terres d'immeubles,
- l'administration, l'entretien, l'exploitation par bail, location ou autrement desdits biens, soit en bloc, soit par fractions,
- la réalisation de tous travaux d'améliorations et de toutes nouvelles installations conformément à la destination desdits biens,
- la prise à bail et la sous-location de locaux,
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Elle sera dénommée **2 F PATRIMOINE**.

Son siège social sera établi au **2 allée du Champ aux Geais 86240 FONTAINE LE COMTE**.

Sa durée sera fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF (99) ANNEES** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de POITIERS.

Elle sera administrée par deux co-gérants.

II - Le capital de cette société sera fixé **VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT VINGT (23 220) EUROS** divisé en **deux mille trois cent vingt-deux (2 322) parts de dix (10) euros chacune**, numérotées de 1 à 2322, à libérer au moyen d'un apport en numéraire de deux cent vingt (220) euros et d'un apport en nature de vingt-trois mille (23 000) euros effectués par les associés fondateurs.

III - Monsieur Matthieu FONTAINE envisage de libérer son apport au moyen d'un apport net de tout passif de 50 parts lui appartenant dans la société **MAREDSOUS**, ci-après plus amplement décrite, au profit de la société **2 F PATRIMOINE**.

En contrepartie de cet apport, la société **2 F PATRIMOINE** attribuera à l'apporteur deux mille trois cents (2 300) parts sociales sur deux mille trois cent vingt-deux (2 322) parts sociales émises à l'occasion de sa constitution.

Les titres sociaux objet de l'apport en nature ci-après ont été émis en représentation du capital de la société **MAREDSOUS** dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

## **PRESENTATION DE LA SOCIETE MAREDSOUS**

### **1 - Constitution de la société**

La société a été constituée sous forme de société civile immobilière sous la dénomination **MAREDSOUS** aux termes d'un acte sous seing privé en date à POITIERS (Vienne) du 19 septembre 2019.

Cette société a été constituée pour une durée de 99 années, à compter de son immatriculation le 7 octobre 2019, sous le numéro SIREN 877 848 192 RCS POITIERS.

Le siège social et principal établissement est fixé au 1 rue du Viaduc de Rouzat 86000 POITIERS.

### **2 - Objet social**

La société **MAREDSOUS** a pour objet :

- l'acquisition, la gestion, l'administration, la location et la vente de tous biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que l'emprunt de fonds et le cautionnement hypothécaire de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Et plus généralement, toutes opérations quelconques de caractère financier, mobilier ou immobilier se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à la condition qu'elles ne puissent porter atteinte au caractère civil de l'activité sociale.

### **3 - Organes de direction et de contrôle**

La société est gérée et administrée par Monsieur Guillaume DEROUIN et Monsieur Matthieu FONTAINE, co-gérants, nommés à ces fonctions pour une durée indéterminée.

### **4 - Apports – Capital social**

Lors de sa constitution, il a été effectué à la société des apports en numéraire exclusivement pour un montant de 1 000 €. Son capital social est divisé en 100 parts de 10 € chacune.

**CECI EXPOSE**, les soussignés ont arrêté ainsi qu'il suit :

- le traité d'apport en nature des titres de la société **MAREDSOUS** au profit de la société **2 F PATRIMOINE**, formant complément indissociable aux statuts de cette dernière.
- et le texte des statuts proprement dit.

### **INTERVENTION DE LA CONJOINTE COMMUNE EN BIENS**

Madame Aline GROUSSET épouse FONTAINE, conjointe commune en biens de l'apporteur, intervient au présent acte et reconnaît avoir été avertie de l'intervention du présent apport.

Elle consent expressément audit apport et déclare qu'elle n'entend pas revendiquer la qualité d'associée ainsi que lui en donne le droit l'article 1832-2 du Code civil.

### **APPORTS EN NATURE**

Par les présentes, **Monsieur Matthieu FONTAINE**, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit en la matière, apporte en nature à la société **2 F PATRIMOINE**, en cours de constitution, ce accepté par lui-même les droits en pleine propriété portant sur :

- **cinquante (50) parts**, numérotées de 51 à 100, lui appartenant au capital de la société **MAREDSOUS**, lesdites parts évaluées à la somme de **VINGT-TROIS MILLE (23 000) EUROS**.

### **EVALUATION DE L'APPORT**

Les apports objet des présentes ont été évalués d'un commun accord par les parties sous leur responsabilité, la valorisation desdits apports ayant été appréciée par Monsieur Benoît LIMOGES, expert-comptable au sein du cabinet PASQUET-LIMOGES ET ASSOCIES situé 20, rue Sophie Germain 86000 POITIERS.

D'un commun accord entre les parties, il a été décidé de ne pas recourir à un commissaire aux apports comme autorisé par les dispositions légales.

### **PROPRIETE – JOUISSANCE**

La société **2 F PATRIMOINE** sera propriétaire de la moitié des parts sociales de la société **MAREDSOUS**, soit cinquante (50) parts sociales, objets du présent apport, à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de POITIERS.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

## **CHARGES ET CONDITIONS**

Les apports, objet des présentes, sont faits et consentis sous les charges et conditions suivantes :

### **1° - Etat**

La société Bénéficiaire prendra les biens et droits compris dans les apports, dans l'état où ils existeront au jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur, ni pouvoir élever aucune réclamation, ni prétendre à une quelconque indemnité ni diminution de l'évaluation des apports présentement effectués, pour quelque cause que ce soit, notamment en cas de mauvaise situation financière ou comptable de la société **MAREDSOUS** d'existence de passifs inconnus ou pour toute autre cause. Il est ainsi précisé que les présents apports sont consentis et acceptés sans qu'il soit accordé à la société Bénéficiaire une quelconque garantie d'actif et/ou de passif relative à la société **MAREDSOUS**.

### **2° - Subrogation**

La société Bénéficiaire aura tous pouvoirs au lieu et place de l'apporteur relativement aux biens et droits apportés, d'exercer tous droits s'y rattachant de même que d'intenter ou suivre toutes actions judiciaires, ou encore de donner tous acquiescements à toutes décisions.

### **3° - Contributions et taxes**

Elle acquittera à compter du jour de son entrée en jouissance, les impôts, taxes et contributions, de toute nature, susceptibles de grever les biens apportés, le tout de façon à ce que l'apporteur ne puissent jamais être inquiétés ou recherchés à ce sujet.

### **4° - Adhésion**

L'acceptation par la société bénéficiaire des apports de titres sociaux lui conféreront la qualité de porteur de titres sociaux de la société **MAREDSOUS** entraîneront son adhésion sans réserve à ses statuts, ainsi que sa soumission aux décisions collégiales, régulièrement prises par les organismes délibérant de la société.

## **REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport en nature ci-dessus, d'une valeur totale de VINGT-TROIS MILLE (23 000) EUROS, il sera créé DEUX MILLE TROIS CENTS (2 300) parts de dix (10 €) chacune, numérotées de 1 à 2 300, qui seront attribuées à l'associé Monsieur Matthieu FONTAINE.

## **DECLARATIONS**

Monsieur Matthieu FONTAINE intervenant en outre en qualité de gérant de la société **MAREDSOUS**, déclare que les parts de la société objet du présent apport, n'ont fait à ce jour l'objet d'aucune convention de nantissement et sont libres de toute saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à leur apport, anéantir ou réduire les droits de la société 2 F PATRIMOINE bénéficiaire de l'apport.

En outre, il indique en tant que de besoin que l'assemblée générale de la société dont les titres sont présentement apportés n'a pas donné son consentement à un projet de nantissement portant sur lesdites parts sociales.

### **ABSENCE DE GARANTIE DE PASSIF**

De convention expresse entre les parties, les apports en nature objet du présent traité, sont réalisées sans qu'il soit consenti au profit de la société **2 F PATRIMOINE** une quelconque garantie d'actif ou de passif, relative à la société **MAREDSOUS**.

En conséquence, la société bénéficiaire des apports fera son affaire personnelle sans recours contre les apporteurs, ou le rédacteur des présentes, de tout actif fictif figurant dans les comptes de la société **MAREDSOUS** et de tout passif non révélé à ce jour.

### **DECLARATIONS**

L'apporteur déclare :

- . que son nom, prénoms, date et lieu de naissance sont ceux indiqués en tête des présentes,
- . qu'il est de nationalité française, et résident habituellement en France, au sens de la réglementation des changes, et que son adresse est bien celle indiquée en tête des présentes,
- . qu'il a la pleine capacité juridique d'aliéner et de s'obliger et ne fait l'objet d'aucune mesure de protection judiciaire,
- . que les titres sociaux objet du présent apport sont libres de tout nantissement ou gage, ne font l'objet d'aucune contestation ni d'aucun litige.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites éventuelles, domicile est élu par l'apporteur et la société bénéficiaire au siège de cette dernière.

### **DECLARATIONS FISCALES**

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du CGI que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération des apports qui y est convenue et qu'en outre, il n'est modifié ou contredit par aucune contre lettre contenant augmentation de celle-ci.

Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

### **MENTION**

Mention des présentes est consentie pour être faite partout où besoin sera. Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

**FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la société 2 F PATRIMOINE, bénéficiaire des apports qui s'oblige à les payer.

<b>L'APPORTEUR</b>	<b>La société BENEFICIAIRE</b>
<p><b>Monsieur Matthieu FONTAINE</b> .....</p> <p>Signé par Mathieu FONTAINE Le 26/03/25</p> <p>Signed with <b>Universign</b></p> <p><b>Et Madame Aline GROUSSET épouse FONTAINE, Conjointe de l'apporteur</b> .....</p> <p>Signé par Aline FONTAINE Le 26/03/25</p> <p>Signed with <b>Universign</b></p>	<p><b>La société 2 F PATRIMOINE</b> Représentée par son Gérant, <b>Monsieur Matthieu FONTAINE</b> .....</p> <p><b>Et Madame Aline GROUSSET épouse FONTAINE</b> .....</p>